

**DECRET N° 2013 - 1179 /PRES/PM/MEF/
MAECR portant création d'une Perception
auprès du Consulat Général du Burkina
Faso à Milan, République Italienne.**

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

*Visa CF m 200901
19/12/2013 YW*

- VU** la Constitution;
- VU** le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;
- VU** la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 ;
- VU** le décret n° 98-430/PRES/PM/MEF du 13 octobre 1998 portant création de la Trésorerie des Missions Diplomatiques et Consulaires;
- VU** le décret n° 2000-323/PRES/PM/MEF du 19 juillet 2000 relatif à la gestion financière et comptable des Missions Diplomatiques et Consulaires du Burkina Faso à l'étranger ;
- VU** le décret n° 2000-348/PRES/PM/MEF du 27 juillet 2000 portant création de Perceptions auprès des Missions Diplomatiques et Consulaires du Burkina Faso à l'étranger ;
- VU** le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- VU** le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics;
- VU** le décret n° 2005-258 /PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
- VU** le décret n° 2008-787/PRES/PM/MAECR/MEF du 12 décembre 2008 portant définition des juridictions des Missions Diplomatiques du Burkina Faso ;
- VU** le décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n° 2013-922/PRES/PM/MAECR/MEF du 10 octobre 2013 portant ouverture d'un Consulat général du Burkina Faso à Milan (République Italienne) ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Economie et des Finances;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 novembre 2013 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est créée au titre des services extérieurs de la Trésorerie des Missions Diplomatiques et Consulaires, une perception auprès du Consulat général du Burkina Faso à Milan (République Italienne).

ARTICLE 2 : La Perception auprès du Consulat général du Burkina Faso à Milan (République Italienne) est une structure déconcentrée de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) chargée notamment :

- du maniement, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qui lui sont confiés ;
- du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses définies par les lois et règlements ;
- du contrôle et de la centralisation des ressources et des opérations des Administrateurs Comptables qui lui sont rattachés ;
- de la réalisation d'opérations de trésorerie notamment des mouvements de fonds et de la tenue des comptes de correspondants du Trésor ;
- de la collecte des fonds auprès des Consuls Honoraires nommés préposés à la perception des recettes de chancelleries ;
- de la tenue de la comptabilité du poste comptable ;
- de la garde et de la conservation des biens matériels, mobiliers et immobiliers et du suivi de leurs mouvements tels que ordonnés par le Chef de Poste ;
- de la réalisation d'opérations pour le compte d'autres comptables.

Elle est placée sous la responsabilité d'un Percepteur ayant le statut de comptable public.

ARTICLE 3 : La circonscription financière de la Perception correspond à la juridiction de la Mission Consulaire qui couvre les huit (08) régions suivantes : Piémont, Vallée d'Aoste, Lombardie, Trentin-Haut-Adige, Vénétie, Frioul-Vénétie-Julienne, Ligurie, Emilie-Romagne.

ARTICLE 4 : Le Percepteur auprès du Consulat Général du Burkina Faso à Milan (République Italienne) est un cadre B de l'Administration du Trésor, désigné par le Ministre chargé des Finances.

Il est nommé par arrêté conjoint sur proposition du Ministre chargé des Affaires Etrangères et conformément aux dispositions de l'alinéa ci-dessus.

Il a rang de Chef de service.

ARTICLE 5 :

La Trésorerie des Missions Diplomatiques et Consulaires assure la supervision et le contrôle sur pièces et sur place des opérations effectuées par la Perception auprès du Consulat Général du Burkina Faso à Milan (République Italienne).

ARTICLE 6 :

Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

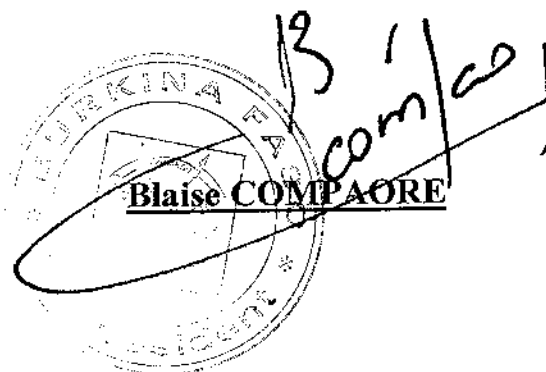
Ouagadougou, le 19 décembre 2013

Le Premier Ministre


Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre d'Etat, Ministre des
Affaires Etrangères et de la
Coopération Régionale


Yipènè Djibril BASSOLE



Le Ministre de l'Economie
et des Finances


Lucien Marie Noël BEMBAMBA

The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research. It then proceeds to a literature review, followed by a description of the methodology used in the study. The results of the study are then presented, followed by a discussion of the findings and their implications. The paper concludes with a summary of the main points and a list of references.

The study was conducted in a laboratory setting, using a sample of 100 participants. The participants were divided into two groups, each of 50. The first group was given a treatment, while the second group was given a placebo. The results of the study showed that the treatment group had significantly higher scores than the placebo group. This suggests that the treatment is effective. The implications of the study are that the treatment should be used in clinical practice.

The study was limited by the fact that it was conducted in a laboratory setting. It would be interesting to see if the results of the study could be replicated in a real-world setting. Additionally, the study did not include a long-term follow-up, so it is not clear if the effects of the treatment are lasting.

In conclusion, the study found that the treatment is effective in improving scores. This suggests that the treatment should be used in clinical practice. However, further research is needed to confirm these findings and to determine the long-term effects of the treatment.